

# CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES COMMUN A TOUS

## MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

2025 - 031

TRAVAUX DE MISE EN OEUVRE DE LA SCENOGRAPHIE, DE LA  
SIGNALÉTIQUE, DE L'ENCADREMENT, DE L'INSTALLATION DES  
ŒUVRES ET DE LA MISE EN LUMIÈRE DE L'EXPOSITION  
TEMPORAIRE

« Couper, coller, imprimer : le photomontage politique au XX<sup>e</sup> siècle » A LA  
CONTEMPORAINE - BIBLIOTHEQUE, ARCHIVES ET MUSEE DES  
MONDES CONTEMPORAINS DE L'UNIVERSITE DE PARIS NANTERRE.

Marché public de travaux à  
procédure adaptée passé selon les  
articles L2123-1 1°, R.2123-1-1°,  
R2123-4, R2123-5 du Code de la  
Commande Publique

## Sommaire

---

<b>Article 1.</b>	5
1.1	5
1.2	5
1.3	5
1.4	5
<b>Article 2.</b>	6
2.1	6
2.2	6
<b>Article 3.</b>	6
3.1	6
3.2	7
<b>Article 4.</b>	8
4.1	8
4.2	8
4.3	9
<b>Article 5.</b>	9
5.1	9
5.2	10
5.2.1	10
5.2.2	10
5.3	10
<b>Article 6.</b>	10
6.1	10
6.2	10
6.3	11
6.3.1	11
6.3.2	11
6.3.3	11
6.4	11
6.4.1	11
6.5	11

6.6	Erreur ! Signet non défini.	
6.7	12	
6.8	12	
<b>Article 7.</b>		12
7.1	12	
7.2	14	
7.3	14	
7.4	14	
<b>Article 8.</b>		15
8.1	15	
8.2	15	
8.3	15	
8.4	16	
8.5	16	
<b>Article 9.</b>		16
9.1	17	
9.2	17	
9.3	17	
9.4	17	
9.5	17	
9.6	17	
<b>Article 10.</b>		18
<b>Article 11.</b>		18
<b>Article 12.</b>		19
12.1	19	
12.2	19	
<b>Article 13.</b>		19
<b>Article 14.</b>		20
<b>Article 15.</b>		20
<b>Article 16.</b>		20
<b>Article 17.</b>		21
<b>Article 18.</b>		21
<b>Article 19.</b>		22

19.1 22

19.2 22

**Article 20.**

22

## Article 1. OBJET – ETENDUE DE LA PRESTATION

---

### 1.1 Objet du marché

Les stipulations du présent Cahier des Clauses Administrative Particulières (CCAP) concernent les prestations ci-dessous désignées :

Mise en œuvre de la scénographie, de la signalétique, de l'encadrement, de l'installation des œuvres et de la mise en lumière de l'exposition temporaire *Couper, coller, imprimer : le photomontage politique au XX<sup>e</sup> siècle* à l'université de Paris Nanterre, dans les locaux de la Contemporaine.

La description de la prestation de chacun des lots à réaliser est détaillée dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP).

### 1.2 Lieu d'exécution des prestations

Les prestations seront exécutées sur le site de la Contemporaine :

**184 Cours Nicole Dreyfus  
Université Paris Nanterre  
92001 Nanterre**

Le prestataire est averti que les travaux relatifs à la prestation, et a fortiori la livraison des matériaux nécessaires à la réalisation de la prestation et l'enlèvement des dispositifs scénographiques à la clôture de l'exposition, devront respecter strictement le calendrier validé entre le prestataire et la Contemporaine.

**Enfin, toute entreprise amenée à intervenir à l'Université Paris Nanterre doit compléter et ratifier le plan de prévention de l'établissement.**

### 1.3 Allotissement

Conformément aux articles L.2113-10 et R.2113-1 du Code de la Commande Publique, le marché public est décomposé en quatre (4) lots

- Lot n°1 : Menuiserie, mobilier et agencement, détaillé à l'article 2.1 du CCTP ;
- Lot n°2 : Fabrication et pose graphique, détaillé à l'article 2.2 du CCTP ;
- Lot n°3 : Encadrement et installation, détaillé à l'article 2.3 du CCTP ;
- Lot n°4 : Eclairage - électricité, détaillé à l'article 2.4 du CCTP.

**Les prescriptions techniques de chaque lot sont détaillées dans le cahier des clauses techniques particulières (CCTP commun aux 4 lots).**

Le titulaire s'engage à exécuter le ou les prestations pour lesquelles il s'engage, telles qu'elles sont décrites dans le CCTP, selon les règles de l'art et la réglementation en vigueur.

### 1.4 Réalisation de prestations similaires

L'acheteur se réserve la possibilité de confier ultérieurement au titulaire du marché, en application des articles L. 2122-1 et R. 2122-7 du Code de la commande publique, un ou plusieurs nouveaux marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires.

## Article 2. LES INTERVENANTS

---

### 2.1 Maître d'ouvrage

Université Paris Nanterre  
200 avenue de la République.  
92001 NANTERRE

Représentant du pouvoir adjudicateur habilité à représenter ce dernier au cours de l'exécution du marché : la Présidente de l'université.

### 2.2 Maître d'œuvre

La mission de maîtrise d'œuvre du présent marché est assurée par une équipe constituée de :

- Clémentine Boucher et Olivia Berthon du Studio Vaste, scénographes

clementine@studiovaste.com

- Alma Gromard de l'Atelier Ping Pong, graphiste

bonjour@atelier-ping-pong.com

- Bruno Pillet de Hi Lighting Design, concepteur lumière

bruno@hilightingdesign.com

Cependant, le Titulaire du marché est assujéti à une obligation de conseil renforcé pour tout ce qui concerne les conditions d'exécution des prestations et doit notamment signaler au maître d'ouvrage tout élément à même d'avoir des conséquences sur les prestations prévues au marché (coût, délais, qualité, performances...).

## Article 3. DUREE ET DELAI D'EXECUTION DU MARCHE

---

### 3.1 Durée du marché

Le présent marché est conclu pour une durée de dix (10) **mois** à compter de sa notification jusqu'au terme des garanties contractuelles.

**Les soumissionnaires sont avertis que la date d'ouverture de l'exposition est fixée au mercredi 19 novembre 2025 (vernissage le mardi 18 novembre 2025).** L'ensemble des travaux – tous lots confondus – relatifs à la mise en œuvre de la scénographie de l'exposition, devra donc être **achevé le mercredi 12 novembre 2025.**

Les offres techniques des soumissionnaires devront tenir compte de ces délais obligatoires.

#### **Calendrier prévisionnel des prestations :**

Date	Prestations
24 juillet 2025 à 9h	Réunion de lancement avec le lot 1
Septembre 2025	Réunion de lancement
14 octobre 2025	Fin des travaux de menuiserie, de mobiliers et d'agencement, raccordement électrique dans les salles d'exposition.

17 octobre 2025	Fin de la pose de la signalétique dans les salles d'exposition
31 octobre 2025	Fin des encadrements et accrochage des œuvres et fermeture des vitrines
4 novembre 2025	Fin de la pose des cartels et derniers éléments graphiques
13 novembre 2025	Fin des réglage lumière
18 novembre 2025	Vernissage au public
19 novembre 2025	Ouverture au public
14 mars 2026	Fermeture
Du 17 au 26 mars 2026	Décrochage et conditionnement des œuvres
Du 26 mars au 3 avril 2026	Dépose des mobiliers et miroiteries, l'éclairage et de la signalétique

**Les offres techniques des soumissionnaires comprendront une proposition de calendrier tenant compte de ces impératifs calendaires.**

Le calendrier général de l'opération, tous lots confondus, sera affiné lors de la réunion de lancement de la prestation.

Aucun retard ne sera permis, sauf cas de force majeure. L'obligation de résultat à laquelle s'astreignent les entreprises titulaires du marché tient également au strict respect de ce calendrier. En cas de retard le titulaire s'expose aux pénalités décrites à l'article 9.2 du présent CCAP.

Les plannings tiendront compte de l'intervention en site occupé, l'entrepreneur devra prendre toutes les dispositions pour créer un minimum de gêne au niveau des usagers lors des travaux.

Les modalités de détermination des délais sont prescrites dans le CCTP commun à tous les lots du présent marché.

Les conditions d'aller et venue ainsi que l'acheminement des matériaux sont soumis à concertation avec la Contemporaine. Toute autorisation sera obtenue auprès de la maîtrise d'ouvrage.

### **3.2 Réunions de lancement de la prestation et calendrier d'exécution**

Dans le mois suivant la notification au titulaire du présent marché, ou au plus tard début septembre 2024, la Contemporaine organisera une réunion de préparation avec le titulaire pour préciser les modalités pratiques du déroulement du marché (conformément au CCTP). Cette réunion permettra également d'établir le calendrier définitif des opérations.

Il est souhaité une réunion de lancement le **24 juillet matin** pour le lot 1, et début septembre au plus tard pour l'ensemble des lots.

## Article 4. PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHE

---

### 4.1 Ordre de priorité

Pour chaque Lot, **par dérogation à l'article 4.1 du cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de travaux (CCAG-Travaux)**, les pièces constitutives contractuelles du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière, la décomposition du prix global et forfaitaire du lot concerné (DPGF), complétée par le candidat ;
- Le présent cahier des clauses administratives particulières (CCAP) ;
- Le cahier des clauses techniques particulières (CCTP) et ses sept (7) annexes :
  - Annexe 1 – Synopsis de l'exposition
  - Annexe 2- Cahier technique, lots 1 et 3 ;
  - Annexe 3- Cahier graphique, lot 2 ;
  - Annexe 4- Liste d'œuvres, lot 3 ;
  - Annexe 5- Dossier de visuels des œuvres, lot 3 ;
  - Annexe 6- Carnet graphique lumière, lot 4 ;
  - Annexe 7- Calendrier commun à tous les lots ;
- Le CCAG-Travaux approuvé par arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de travaux ;
- L'offre technique du titulaire ;
- Les actes de sous-traitance le cas échéant et leurs avenants postérieurs à la notification du marché.

Le CCAG-Travaux, bien que matériellement non joint au marché public, est réputé parfaitement connu des parties.

#### NB :

Le Titulaire devra se tenir informé de l'évolution de la législation, de la réglementation et de l'homologation des normes. En cas d'évolution pendant le déroulement des prestations, des normes ou règlements auxquels le présent CCAP ou tout autre document constituant le marché se réfèrent, le Titulaire doit en informer aussitôt par tout moyen (avec traçabilité) le Maître d'Ouvrage, pour convenir avec lui de la prise en compte ou non de cette évolution. Cette information doit être accompagnée notifiée par écrit. A défaut cette évolution ne sera pas prise en compte et ne pourra donner lieu à une rémunération supplémentaire. Il est entendu par les parties que toutes les évolutions connues au jour de la remise des offres et dont la date d'entrée en application a été publiée, sont réputées avoir été anticipées par le Titulaire et comprises dans son prix.

### 4.2 Exhaustivité de la liste des pièces contractuelles

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations contractuelles des parties.

Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figuraient dans les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre l'université et le titulaire préalablement à la signature du présent marché. L'exemplaire original de ces documents conservé dans les archives de l'université fait seul foi.



Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché. Il en est ainsi, sans que cette liste soit exhaustive, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

#### **4.3 Pièces à remettre au titulaire**

**Par dérogation à l'article 4.2 du CCAG-Travaux**, la notification du marché comprend une copie de l'acte d'engagement et de son annexe financière délivrées sans frais par le pouvoir adjudicateur au titulaire.

Les autres pièces constitutives du marché (le CCAP, les CCTP et les annexes) pourront être retransmises par courriel au titulaire sur simple demande (adressée par courriel à l'adresse suivante : [marche.publics@liste.parisnanterre.fr](mailto:marche.publics@liste.parisnanterre.fr)), sans frais. Le titulaire conserve une copie de son offre technique. Il ne lui sera pas délivré de copie.

Le CCAG-Travaux est consultable sur le site :  
<https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310421>

Le pouvoir adjudicateur remet au titulaire, sur demande écrite, sans frais, l'exemplaire unique ou le certificat de cessibilité nécessaire à la cession ou au nantissement du marché.

### **Article 5. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS**

---

#### **5.1 Les ordres de service (OS)**

**Par dérogation à l'article 3.8.1 du CCAG-Travaux**, les ordres de service sont écrits et signés par le maître d'ouvrage, datés et numérotés. Le titulaire en accuse réception datée.

Les OS n'ont pas d'autre rôle que celui défini à l'article 3.8 du CCAG-Travaux.

**Par dérogation à l'article 18.1.1 du CCAG-Travaux**, un seul ordre de service précise les dates de démarrage de la période de préparation et de l'exécution des travaux.

Cas d'augmentation et diminution du montant des travaux :

- Tout travail modificatif entraînant une incidence financière fera l'objet d'un ordre de service établi par le maître d'œuvre. Pour être valable, l'ordre de service devra être accepté par le maître d'ouvrage et notifié par le maître d'ouvrage.
- Aucun travail modificatif ne se fera sans ordre de service. Sauf indication expresse de l'ordre de service, les travaux seront révisés de la même façon que les travaux du marché initial.
- L'entreprise ne pourra prétendre à indemnité si ses études et devis n'ont pas de suite.
- Aucun travail modificatif en plus ou en moins ne donnera lieu à indemnité pour études supplémentaires.

Le titulaire est tenu d'aviser le maître d'ouvrage, un mois au moins à l'avance, de la date probable à laquelle le montant des travaux atteindra leur montant contractuel.

## **5.2 Répartition des dépenses communes de chantier**

### **5.2.1 Dépenses d'investissement**

Chaque Entrepreneur supporte les frais de l'exécution des trous, scellements et raccords qui seront nécessaires à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché dont il est Titulaire.

### **5.2.2 Dépenses d'entretien**

Les dépenses des installations indiquées ci-dessus sont réputées rémunérées par les prix du marché.

- Pour le nettoyage du chantier :
  - Le Titulaire doit laisser le chantier propre et libre de tous déchets pendant et après l'exécution des travaux dont il est chargé. En cas de non-respect par l'entrepreneur des consignes de nettoyage, le maitre d'ouvrage se réserve la possibilité de faire effectuer le nettoyage par un tiers aux frais de l'entrepreneur.
  - Le Titulaire a la charge de l'évacuation de ses propres déblais jusqu'à la décharge publique de son choix.
  - Le Titulaire à la charge du nettoyage, de la réparation et de la remise en état des installations qu'il aura salies ou détériorées.
- Tri sélectif des déchets :
  - Le Titulaire du marché est tenu de respecter les prescriptions relatives à la gestion des déchets sous la responsabilité du maitre d'ouvrage.

## **5.3 Protection des travailleurs**

Le titulaire exécutera ses prestations en conformité avec la réglementation du travail concernant l'hygiène et la sécurité. Il s'engage notamment à fournir à ses salariés les moyens de protection individuelle inhérente aux risques engendrés par la mise en œuvre (chaussures de sécurité, gants, lunettes de protection, etc.).

## **Article 6. PRIX ET REGLEMENT DES COMPTES**

---

### **6.1 Contenu et caractère des prix**

Les prix sont réputés comprendre toutes les dépenses résultant de l'exécution des travaux, y compris les frais généraux, dépenses du compte prorata, impôts et taxes, et assurer au titulaire une marge pour risques et bénéfices. Toutefois, les prix sont indiqués dans le marché hors taxe à la valeur ajoutée (TVA).

### **6.2 Caractéristique des prix pratiqués**

Les ouvrages ou prestations faisant l'objet du marché seront réglés par un prix global et forfaitaire contenu dans le cadre de décomposition de prix global et forfaitaire (DPGF).

## 6.3 Variation dans les prix

### 6.3.1 Type de variation dans les prix

Les prix sont fermes et non révisables. Toutefois, les prix sont actualisables selon les conditions définies ci-après si un délai supérieur à trois mois s'écoule entre la date à laquelle le candidat a fixé son prix dans l'offre et la date de début d'exécution des prestations.

### 6.3.2 Mois d'établissement des prix du marché

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois de remise des offres, ce mois est appelé « mois zéro ».

### 6.3.3 Modalités d'actualisation

Dans le cas où une actualisation des prix devrait être réalisée, elle sera calculée au moyen de la formule suivante :

**Prix actualisé = prix initial x (index à la date de début d'exécution des prestations - 3 mois) / (index de la date de fixation du prix dans l'offre).**

L'index bâtiment utilisé se réfère au corps de métiers concernés suivant les lots du marché.

Lorsqu'une actualisation a été effectuée provisoirement en utilisant un index antérieur à celui qui doit être appliqué, il n'est procédé à aucune autre actualisation avant l'actualisation définitive, laquelle intervient sur le premier règlement suivant la parution de l'index correspondant.

## 6.4 Modalités de règlement des comptes

### 6.4.1 Echelonnement des paiements :

Pour chaque lot, et sous réserve de l'admission de la prestation par la Contemporaine, les paiements seront échelonnés comme suit et donneront lieu à une facturation partielle :

	A l'ouverture de l'exposition	A la dépose des dispositifs scénographiques
Lot 1 - Menuiserie, mobilier, peinture et agencement	85%	15%
Lot 2 - Fabrication et pose graphique	90%	10%
Lot 3 - Encadrement et installation	85%	15%
Lot 4 - Eclairage et électricité	90%	10%

## 6.5 Acceptation de la demande de paiement

Le pouvoir adjudicateur accepte ou rectifie la demande de paiement. Il la complète, éventuellement, en faisant apparaître les avances à rembourser, les primes et les réfections imposées.

Il arrête le montant de la somme à régler et, s'il est différent du montant figurant dans la demande de paiement, il le notifie ainsi arrêté au titulaire.

Les paiements seront effectués par l'administration suivant les règles de la comptabilité publique.

#### **6.6 Rémunération en cas de groupement**

Dans le cas d'un marché passé avec des entrepreneurs groupés conjoints, les travaux exécutés par chacun d'eux pourront faire l'objet d'un paiement individualisé. L'acte d'engagement devra indiquer la répartition et le montant des prestations réalisées par chacun des membres du groupement.

#### **6.7 Rémunération en cas de sous-traitance**

Le titulaire d'un marché peut sous-traiter partiellement son marché à condition d'avoir obtenu de l'établissement l'acceptation de chaque sous-traitant, de ses conditions de paiement et des prestations sous-traitées. L'acceptation par l'administration confère au sous-traitant le droit au paiement direct pour toute créance supérieure ou égale à 600 € HT et dans la limite du montant du marché ou du montant du sous-traité.

Le Titulaire joint en double exemplaire au projet de décompte une attestation indiquant la somme à régler par le maître de l'ouvrage à chaque sous-traitant concerné.

**Précision !** Toutes les manipulations réalisées dans le cadre des opérations d'encadrement, de soclage, d'installation et d'accrochage sur le site de la Contemporaine ou en tout autre lieu devront être effectuées par une main d'œuvre qualifiée.

Chaque membre de l'équipe affecté au projet devra justifier d'une expérience significative dans la manipulation et l'installation d'œuvres. **Les opérations de manipulations ne devront pas faire l'objet d'une sous-traitance. Le prestataire s'engage à employer du personnel qualifié, habilité à manipuler des œuvres d'art.**

#### **6.8 Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives**

Pour les prestations supplémentaires ou modificatives, dont la réalisation est nécessaire au bon achèvement de l'ouvrage et pour lesquelles le marché n'a pas prévu de prix, les prix d'unités contenus dans les décompositions des prix forfaitaires sont utilisés pour l'établissement des prix nouveaux.

**Par dérogation aux articles 13.1 du CCAG-Travaux**, les prix nouveaux pour des prestations supplémentaires ou modificatives sont notifiés par avenant.

### **Article 7. MODALITÉS DE FACTURATION**

---

#### **7.1 Facturation**

Les paiements s'effectuent sur présentation de factures correspondant aux prestations réalisées et après réalisation des vérifications prévues à l'article 10 du présent CCAP, selon les règles de la comptabilité publique, par règlement administratif versé au compte ouvert au nom du titulaire.

Les montants des factures sont calculés en appliquant les taux de T.V.A en vigueur lors de l'exécution des services.

Les factures établies en un original doivent comporter, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- Le nom ou la raison sociale du titulaire ;
- Le cas échéant, le numéro de siren ou de Siret ;
- Le numéro du compte bancaire ou postal ;
- Le numéro du bon de commande ;
- Le numéro du marché 2025-031 inscrit sur le bon de commande précité ;
- La date d'exécution des prestations ;
- Le montant hors taxe des prestations effectuées ;
- Le taux et le montant de la TVA ;
- Le montant TTC des prestations effectuées ;
- La date de facturation ;
- La mention « pour solde » dans l'hypothèse où il s'agit du dernier paiement relatif à des prestations ayant donné lieu au versement d'acomptes.



Les factures qui ne comporteraient pas les mentions obligatoires nécessaires à la liquidation et au règlement seront retournées.

En cas d'erreur de facturation ou de livraison, un avoir par facture doit être établi indépendamment de la facture.

En cas de changement des coordonnées bancaires du titulaire, le service facturier de l'Université doit en être immédiatement informé par courrier signé par une personne habilitée à engager la société.

**Rappel des dispositions applicables en matière de facturation électronique sur le portail Chorus Pro :**

Les factures du titulaire doivent obligatoirement être transmises de manière dématérialisée à l'Université Paris Nanterre sur le portail de facturation Chorus Pro. L'application Chorus Pro est accessible depuis l'adresse : <https://chorus-pro.gouv.fr>

Vous trouverez ci-dessous les informations utiles au dépôt de vos factures sur la plateforme Chorus Portail Pro :

Structure	UNIVERSITE PARIS NANTERRE
SIRET DE FACTURATION	19921204400010
N° TVA	FR35199212044
CODE service sur facture	Service facturier NANTERRE = 03
OBLIGATION de renseigner un numéro d'engagement sur la facture	OUI : numéro à 10 chiffres commençant par 45 suivi de 8 chiffres (ex : 4500123456) Numéro de marché facultatif mais préférable

Son utilisation est exclusive de tout autre mode de transmission dans les conditions prévues par les Articles L2192-1 à L2192-7 du Code de la commande publique et selon des modalités techniques garantissant leur réception immédiate et intégrale et assurant la fiabilité de l'identification de l'émetteur, l'intégrité des données, la sécurité, la confidentialité et la traçabilité des échanges.

### 7.2 Intérêts moratoires

Le règlement sera effectué par virement administratif dans un délai de 30 jours, conformément aux articles L2192-10 et R2192-10 du Code de la commande publique au compte ouvert au nom du titulaire indiqué à l'Acte d'Engagement.

Conformément aux dispositions de l'article R2192-12 du Code de la commande publique, le point de départ du délai de paiement est la date de réception de la facture conforme via Chorus pro, à condition que le service fait ait été émis par l'établissement public.

Si le délai de paiement susmentionné n'est pas respecté, des intérêts moratoires sont dus de plein droit au titulaire.

Les intérêts moratoires courent à partir du jour suivant l'expiration du délai global de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal inclus.

Conformément à la disposition susmentionnée, le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### 7.3 Avances

Conformément à l'article **Article R2191-4 du CCP** le titulaire pourra prétendre à l'avance, peu importe le montant du lot, s'il en fait la demande. L'avance s'élève à 30% du prix du marché (lot concerné).

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché. Compte-tenu du calendrier de paiement, le remboursement de l'avance sera donc terminé lors du paiement dû à l'ouverture de l'exposition.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Dans les mêmes conditions, une avance est versée aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct, sur leur demande, sur la base du montant figurant dans l'acte spécial.

### 7.4 Clôture budgétaire

Le titulaire est informé que la réglementation de la comptabilité publique impose aux administrations une clôture de l'exercice budgétaire à une date impérative distincte et antérieure à la fin de l'année civile. Le titulaire s'engage à respecter les instructions données par l'Université Paris Nanterre pour faciliter la gestion financière de fin d'année budgétaire.

De manière générale, les pénalités seront applicables de plein droit et sans mise en demeure préalable ni autres formalités juridiques ou judiciaires sur la facturation.

Toutes les pénalités sont cumulables. Elles sont retenues par précompte sur les sommes dues au titre du présent marché.

## **Article 8. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS DU TITULAIRE**

---

### **8.1 Obligations du titulaire**

Le Titulaire est soumis à une obligation de résultat au titre du présent marché public.

Par ailleurs, le titulaire remet à la personne publique une attestation sur l'honneur indiquant son intention ou non de faire appel pour l'exécution des prestations, objet du marché, à des salariés de nationalité étrangère et, dans l'affirmative, certifiant que ces salariés sont ou seront autorisés à exercer une activité professionnelle en France.

### **8.2 Engagement du titulaire**

Le titulaire a l'obligation, en cours de travaux, de signaler au maître d'œuvre toutes erreurs ou omissions qu'il pourrait relever dans tous les documents contractuels du présent marché.

Il doit attirer l'attention du maître d'œuvre sur les difficultés ou désordres que risqueraient d'entraîner l'exécution des travaux ou encore le choix de tel ou tel mode opératoire.

Le titulaire s'engage à fournir tous les moyens et prestations nécessaires au parfait achèvement de ses ouvrages. Il doit également au Maître d'Ouvrage les garanties prévues dans le présent CCAP.

Le Titulaire confirme que les solutions proposées sont conformes aux normes françaises et européennes, aux réglementations et aux arrêtés en vigueur à la date de signature du Marché pour l'ensemble des prestations couvertes par la consultation.

Le Titulaire s'engage à tenir compte également des décrets et/ou règlements concernant les prestations qui pourraient être publiés postérieurement aux présents documents, en fonction des règles et délais d'application qui y seraient imposés.

Le fait de ne pas énumérer la totalité des normes et règlements dans les différents documents contractuels, ne pourra être pris pour argument d'ignorance par le Titulaire, celui-ci étant réputé les connaître, du seul fait de son état.

Le Titulaire est seul responsable vis-à-vis de ses fournisseurs et de son personnel. Il garantit expressément l'Université Paris Nanterre de tout recours de ce fait.

Le Titulaire ne peut élever aucune réclamation fondée sur la présence d'autres entreprises dans les locaux à entretenir, pas plus qu'il ne doit leur causer une gêne en dehors des nécessités de ses propres prestations.

### **8.3 Connaissance des lieux et des contraintes du site**

Le titulaire est réputé avoir :



- Pris pleine connaissance des lieux sur lesquels vont se dérouler ces travaux et apprécié toutes les difficultés d'exécution, qu'elles aient traitées aux accès, aux aires de stockage disponibles et plus généralement à tout ce qui peut rendre plus ou moins aisée l'exécution de ces travaux,
- Pris connaissance de tous les documents utiles à la réalisation des travaux ainsi que des sites, des lieux et des terrains d'implantation des ouvrages et de tous les éléments généraux en relation avec l'exécution,
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement et totalement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et de leur complexité.

#### **8.4 Production des documents visés au Code du travail**

Conformément aux dispositions des articles L8221-3, L8221-5 et L8222-1 du Code du travail sur le travail dissimulé, le titulaire s'engage à s'acquitter de ses obligations en matière de travail dissimulé, au regard des articles susvisés et produira au représentant du pouvoir adjudicateur, tous les six mois à compter de la notification du présent marché, les documents visés aux articles D. 8222-5 et -7 du Code du travail.

#### **8.5 Assurances**

**Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire, le mandataire ainsi que les cotraitants doivent justifier qu'ils ont contracté :**

- Une assurance garantissant sa responsabilité à l'égard du maître de l'ouvrage, du représentant du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ; pour les ouvrages de construction autres que ceux mentionnés à l'article L.243-1-1 du code des assurances, cette obligation inclut l'assurance de responsabilité décennale.
- Une assurance couvrant la responsabilité résultant des principes dont s'inspirent les articles 1792 à 1792-2 et 2270 du code civil.

**Le règlement des comptes est subordonné à la fourniture d'une attestation d'assurance à jour**

### **Article 9. PENALITES**

---

Les pénalités ci-dessous peuvent se cumuler mais sont plafonnées à 40 % du prix du marché global en € HT par dérogation à l'article 19.2.2 du CCAG-Travaux.

Les montants, donnés en euros, ou au prorata du marché, s'appliquent sur les montants toutes taxes comprises.

Les pénalités ne donnent pas lieu à calcul de TVA.

**Par dérogation à l'article 19 du CCAG Travaux, il est stipulé ce qui suit :**



### 9.1 Principes généraux

Ces pénalités sont toujours définitives sans qu'il soit besoin d'une mise en demeure préalable mais uniquement d'un constat de retard à l'occasion d'un point d'avancement du maître d'ouvrage.

Celles-ci restent acquises au maître d'ouvrage en rémunération de ses peines, débours, et diligences sans que celui-ci ait à en fournir un quelconque détail.

Le maître d'ouvrage peut, par décision unilatérale, faire remise totale ou partielle des pénalités au vu des efforts de rattrapage effectués par l'entreprise.

### 9.2 Pénalités pour retard dans l'exécution

**Par dérogation à l'article 19.1 du CCAG travaux**, il peut être appliqué une pénalité **journalière de 300 € HT par jour calendaire** sans limitation sur constatation du retard par Le Maître d'œuvre.

### 9.3 Évacuation et nettoyage de chantier – Entreposage des déchets

L'organisation efficace de la gestion des déchets de chantier devra être mise en place au plus tard 15 jours après la notification de l'ordre de service relatif au démarrage des travaux. Dans le cas contraire, **une pénalité de 500 € HT par jour calendaire** de retard sera appliquée.

Les déchets industriels spéciaux (dont les tubes fluorescents, les solvants, l'amiante etc.) seront traités conformément à la réglementation environnementale en vigueur et devront impérativement être entreposés dans les zones ou locaux prévus à cet effet ; tout stockage en dehors des zones prévues entraînera **une pénalité de 500 € HT par jour calendaire**

### 9.4 Pénalités pour non-respect des règles de sécurité et d'accès aux bâtiments

Pour le cas où l'entrepreneur ne donnerait pas suite à une demande du maître d'ouvrage, ou pour toute infraction aux règles générales ou particulières relatives à la sécurité et l'accès aux bâtiments définies dans le CCTP, constatée par l'Université Paris Nanterre, **une pénalité de 100 € HT par jour calendaire** sera appliquée par infraction constatée.

En cas de non-respect des limites prescrites par la réglementation en vigueur concernant les bruits de chantier, **une pénalité de 100 € HT sera appliquée par constat**

### 9.5 Pénalités pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé

### 9.6 Repliement des installations de chantier et remise en état des lieux

Il est rappelé que les délais impartis englobent le repliement des installations de chantier et la remise en état des lieux. En conséquence, tout retard constaté sur ces opérations est sanctionné comme retard dans l'achèvement des travaux. En cas de retard dans ces

opérations et après mise en demeure par ordre de service restée sans effet, il peut y être procédé par le Maître d'Ouvrage, aux frais du prestataire, sans préjudice de l'application de la pénalité visée ci avant.

## **Article 10. RECEPTION DES PRESTATIONS**

---

La Contemporaine, en collaboration avec la maîtrise d'œuvre, effectue, au moment même de la livraison des fournitures ou de l'exécution des services, les opérations de vérification quantitatives et qualitatives simples qui ne nécessitent qu'un examen sommaire et ne demandent que peu de temps.

Les autres opérations de vérification sont effectuées par la Contemporaine et par la maîtrise d'œuvre.

Le pouvoir adjudicateur prononce l'admission des prestations, sous réserve des vices cachés, si elles répondent aux stipulations du marché.

Si la qualité des ouvrages n'est pas conforme aux stipulations des documents contractuels, le maître d'œuvre décide des mesures à prendre.

Les travaux supplémentaires qui résulteraient de la mauvaise exécution des ouvrages seraient premièrement à corriger immédiatement par l'entreprise et à sa charge, et éventuellement déduits du compte de l'entreprise défaillante si les délais d'exécution ne correspondaient pas aux impératifs d'ouverture au public de l'exposition.

**Par le fait de soumissionner, les entreprises s'engagent à s'en remettre à l'arbitrage du maître d'œuvre.**

L'exécution des travaux sans réserve écrite implique, *ipso facto*, l'acceptation des ouvrages et aucune réclamation ne pourra être formulée à ce titre par la suite.

Toutes réserves éventuelles sur les travaux faits devront être levées pour toute réception définitive. Les réserves sont à priori suspensives des paiements.

## **Article 11. GARANTIE**

---

A compter de la date d'effet de la réception des prestations prononcées après la fin de la période d'observation, l'entrepreneur est tenu à la réparation de tous les désordres signalés par le maître de l'ouvrage.

Outre la garantie de parfait achèvement, les garanties des prestations objet du marché concernent les garanties de bon fonctionnement, d'étanchéité, de maintien de performance, de sûreté et de conservation des œuvres.

Au cours de la période de garantie, le Titulaire délègue le personnel qualifié pour suivre le comportement en service de ses ouvrages ou équipement et le cas échéant, étudier et réaliser les modifications qui s'avèreraient nécessaires pour permettre d'assurer le service prévu dans les conditions normales d'exploitations.

## Article 12. AJUSTEMENTS ET RESILIATION

---

### 12.1 Délai de carence

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de faire prendre, aux frais du prestataire, les mesures nécessaires pour assurer par d'autres moyens la réalisation des travaux ou la remise en service de l'équipement, si les désordres constatés et décrits dans les articles précédents perdurent plus de sept jours consécutifs après une première mise en demeure effectuée par le maître d'ouvrage.

Si le prestataire n'est pas en mesure d'apporter une solution totale aux dysfonctionnements précédemment évoqués, dans un délai de deux semaines après réception de la lettre de mise en demeure mentionnée ci-dessus, le maître d'ouvrage peut alors résilier le contrat du lot en question par simple envoi d'une lettre recommandée avec accusé de réception.

Le prestataire ne peut alors exiger aucune indemnité, les carences relevées étant assimilables à une faute grave.

Enfin, quelle que soit la procédure engagée, les pénalités visées aux articles ci-dessus continuent de s'appliquer tant que la situation n'est pas conforme aux données contractuelles ou tant que le contrat n'est pas résilié.

### 12.2 Résiliation

**En cas de manquements graves ou répétés du prestataire à ses obligations contractuelles, le Maître d'Ouvrage peut résilier le contrat après mise en demeure, adressée par lettre recommandée avec accusé de réception à la partie défaillante. Si la mise en demeure est restée sans effet dans un délai de 30 jours.**

L'éviction du prestataire peut être effectuée sur tout ou partie des lots en cas de survenance des événements suivants (liste non exhaustive) :

- Sous-traitance non déclarée ;
- Remise en service d'une installation avec un organe de sécurité non opérationnel ;
- Non-respect répété des règles d'hygiène et de sécurité (Code du Travail, Code de la Santé publique).

L'éviction est signifiée par lettre recommandée avec accusé de réception, sans contrepartie en pénalités.

Le présent contrat est signé exclusivement entre le prestataire et le maître d'ouvrage. En conséquence, toute modification des structures d'une des sociétés signataires affectant les termes ou conditions de réalisation du présent contrat fait l'objet de négociations entre les deux parties.

## Article 13. FORCE MAJEURE

---

Si une partie (la "partie affectée") est empêchée ou retardée dans l'exécution d'une quelconque de ses obligations aux termes du présent contrat (autre qu'une obligation de paiement) par un cas de force majeure ou fortuit, communément accepté par la jurisprudence,

les obligations de la partie affectée sont suspendues tant que le cas de force majeure dure et dans la limite où elle est empêchée ou retardée.

Dans l'hypothèse d'un cas de force majeure, la partie affectée informe l'autre partie par écrit des raisons l'empêchant de s'acquitter de ses obligations et des mesures qu'il entend adopter afin de pallier dans la mesure du possible cette force majeure et d'en limiter les effets.

La partie affectée informe l'autre partie de la cessation de la force majeure et reprend l'exécution de ses obligations aux termes des présentes.

Si le cas de force majeure dure plus d'un (1) mois à compter du jour où le cas de force majeure est apparu et notifié, l'autre partie peut résilier le présent contrat moyennant un préavis écrit d'au moins quinze (15) jours ouvrés à l'autre partie et ce sans aucune indemnité.

#### **Article 14. DEFAILLANCE DU TITULAIRE**

---

En cas de défaillance ou d'une action insuffisante du Titulaire, l'Université Paris Nanterre a la faculté de se substituer à ce dernier, de plein droit, sans préavis ni formalités juridiques et juridictionnelles, ou de faire appel à une autre entreprise pour assurer la continuité des prestations, aux frais de l'entreprise défaillante.

Si le montant des prestations de l'entreprise remplaçant le Titulaire est supérieur à celui du présent Marché, l'entreprise défaillante est tenue de rembourser à l'Université Paris Nanterre la différence entre les deux prix, sans préjudice de tous frais, droits et accessoires et de tous dommages résultant de la résiliation.

Dans le cas contraire, où les nouveaux montants seraient à l'avantage de l'Université Paris Nanterre, le bénéfice resterait entièrement acquis à cette dernière.

#### **Article 15. CONFIDENTIALITE**

---

Les parties reconnaissent que le contrat revêt un caractère strictement confidentiel et s'engagent à n'en révéler la teneur à aucune personne autre que celles nécessaires à son exécution.

Les stipulations qui précèdent n'empêchent pas l'une des parties de se prévaloir en justice des termes du contrat pour en obtenir l'exécution par l'autre partie, de présenter les dispositions du présent contrat à toute requête d'une autorité administrative à laquelle elle se soumet, et notamment mais non exclusivement à l'administration fiscale, et de présenter les dispositions du présent contrat lors de vérifications conformément aux règles comptables qui lui sont applicables et notamment lors des audits de ses commissaires aux comptes.

L'obligation de confidentialité survivra à l'échéance du présent contrat pendant une durée de cinq (5) ans à compter de la fin de celui-ci.

#### **Article 16. CHANGEMENT AFFECTANT LE TITULAIRE**

---

Conformément à l'article **3.4.2 du C.C.A.G.-Travaux.**, le Titulaire est tenu de notifier immédiatement au pouvoir adjudicateur les modifications survenant au cours de l'exécution du marché qui se rapportent :

- Aux personnes ayant le pouvoir d'engager l'entreprise ;
- À la forme de l'entreprise ;
- À la raison sociale de l'entreprise ou à sa dénomination ;
- À son adresse ou à son siège social selon qu'il s'agit d'une personne physique ou d'une personne morale ;
- À son capital social ;
- Et en général toutes les modifications importantes du fonctionnement de l'entreprise, y compris les changements d'intitulé de son compte bancaire.

S'il néglige de se conformer à cette disposition, le Titulaire est informé que l'Université Paris Nanterre ne saurait être tenu pour responsable des retards de paiement des factures présentant une anomalie par comparaison avec les indications portées au présent Marché, du fait de modifications intervenues au sein de la société et dont l'Université Paris Nanterre n'aurait pas eu connaissance.

## **Article 17. DROIT D'USAGE DES DOCUMENTS**

---

Les documents constitutifs du dossier de consultation sont la propriété intellectuelle de l'Université Paris Nanterre. Ils ne peuvent être communiqués à des tiers ou utilisés à d'autres fins que la stricte réponse à la présente consultation qu'avec l'accord préalable écrit de l'Université Paris Nanterre.

Toute utilisation, autre que celle nécessaire pour répondre à la présente consultation, ou diffusion effectuée sans l'autorisation de l'Université Paris Nanterre engage la responsabilité de son auteur et seront punies des peines réprimant les atteintes à la propriété intellectuelle.

## **Article 18. CLAUSES DE REEXAMEN**

---

Le marché est élaboré sur la base de la réglementation en vigueur au jour du lancement de la procédure de passation.

Si, à la suite d'une évolution de la réglementation applicable ou du fait d'une crise sanitaire ayant des impacts directs sur l'exécution du marché, une modification des prestations du marché s'avérerait nécessaire, les parties conviennent de se rapprocher pour étudier ensemble les modalités et conditions auxquelles ces modifications peuvent être prises en compte.

En cas de modifications mineures, le titulaire s'engage à chercher à les réaliser sans supplément de prix.

Dans tous les cas et sous réserve qu'elles ne bouleversent pas l'économie générale du marché ou n'en modifient pas l'objet, les modifications éventuelles demandées par l'acheteur afin de prendre en compte l'évolution de la réglementation ou les impacts directs d'une crise sanitaire sur l'exécution du marché donneront lieu à la signature d'un avenant par les parties contractantes.

## Article 19. LITIGES

---

### 19.1 Règlement à l'amiable

Les parties peuvent recourir à la transaction telle que définie à l'article 2044 du Code civil. L'acceptation du résultat de la transaction implique renonciation à tout recours ultérieur pour le même objet.

### 19.2 Règlement à juridictionnel

En cas de recours contentieux, le tribunal territorialement compétent est celui dans le ressort duquel est exécuté le marché.

#### **Tribunal administratif de Cergy-Pontoise**

2-4 Boulevard Hautil

95000 Cergy

Tél : 01 30 7 34 00

Télécopie : 01 30 17 34 59

Courriel : [greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr](mailto:greffe.ta-cergy-pontoise@juradm.fr)

## Article 20. DEROGATIONS AU CCAG-TRAVAUX

---

Articles du CCAP dérogeant	Articles du CCAG-TRAVAUX dérogés
4.1 Ordre de priorité	4.1
4.3 Pièces à remettre au titulaire	4.2.
5.1 Les ordres de service (OS)	3.8.1 & 18.1.1
6.8 Règlement du prix des prestations supplémentaires ou modificatives	13.1
9. Pénalités	19